

RÉVOLUTIONS ET ÉVOLUTIONS D'UN VILLAGE LOTOIS CARENNAC 1789-1889

CHARLES MONTIN



chmontin@hotmail.com carennac.blogspot.com/



OBJECTIFS DE CETTE PRÉSENTATION

À PARTIR DE L'EXEMPLE D'UNE COMMUNE LOTOISE REPRÉSENTATIVE, UNE SÉLECTION DE FAITS, CHOISIS POUR LEUR INTÉRÊT CULTUREL (EN PRISE AVEC LES PROBLÈMES ACTUELS)

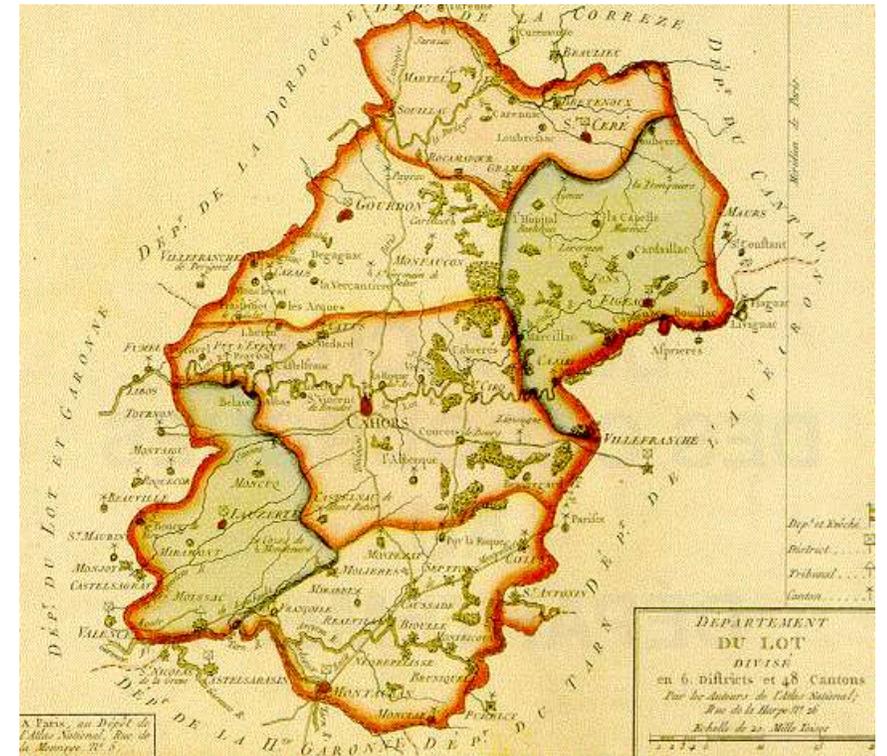
□ INTRODUCTION (MODÈLES ET SOURCES):

- histoire locale/histoire générale; l'histoire du Lot au XIXème
- la méthode: sélection des faits historiques d'intérêt culturel

□ I. PARTICULARITÉS DES RÉVOLUTIONS DANS LE LOT

□ II. QUELLES MUTATIONS POLITIQUES ET SOCIALES ONT MARQUÉ LA VIE DES LOTOIS (UNE SÉRIE DE VIGNETTES)

□ NOUVEAUX OUTILS DE RECHERCHE EN HISTOIRE LOCALE



CARENNAC: COMMUNE REPRÉSENTATIVE?

- ❑ **OUI:** TAILLE MOYENNE (1050 HAB) POUR L'ÉPOQUE, RURALE, AGRICOLE, A L'ÉCART DES AXES (SAUF DORDOGNE)
- ❑ ASPECTS SPÉCIFIQUES/ATOUS PARFOIS PARTAGÉS PAR D'AUTRES COMMUNES LOTOISES
 - tradition de libertés communales analogues à celles des villes; gestion consulaire
 - port fluvial et passage sur la Dordogne
 - deux paroisses
 - siège d'une abbaye clunisienne 1031-1788, entre Turenne et Castelnau-Gramat



L'HISTOIRE POPULAIRE DE CARENNAC 1789-1914

CARENNAC PENDANT LA REVOLUTION

Histoire d'une commune rurale du Haut-Quercy, entre Causse et Dordogne, rédigée à partir des archives communales.



CHARLES MONTIN
2019

CARENNAC AU TEMPS DE NAPOLÉON

Chronique d'une commune rurale du Haut-Quercy, contribution à l'histoire du Lot. 2ème partie



CHARLES MONTIN
2020

L'ÂGE D'OR DE CARENNAC

1815-1848

Histoire d'une commune rurale du Haut-Quercy, entre Causse et Dordogne, rédigée à partir des archives communales (vol. III)



CHARLES MONTIN
2022

CARENNAC 1848-1914

SUR LE CHEMIN DE LA MODERNITÉ

Chronique d'une commune rurale du Haut-Quercy, contribution à l'histoire du Lot. 4ème partie



CHARLES MONTIN
2023

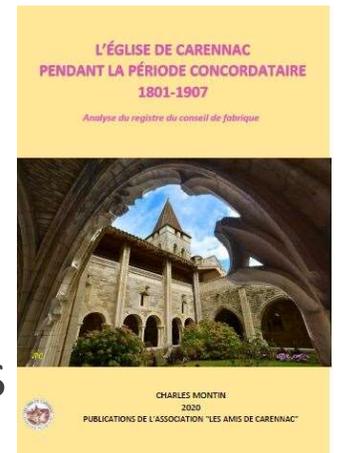
DES SOURCES INÉDITES JUSQU'ICI

- ❑ CORRESPONDANCES ENTRANTES, RECUEILS DE LÉGISLATION, CIRCULAIRES ET LETTRES DU PRÉFET ET SOUS-PRÉFET, AFFICHES, LISTES ÉLECTORALES, ETC.
- ❑ ÉTAT-CIVIL, RECENSEMENTS (EN LIGNE), MATRICES CADASTRALES ET RÔLES D'IMPOSITION
- ❑ NOMBREUX DOCUMENTS VENANT DE CAHORS ET GOURDON
- ❑ DOCUMENTS COUVRANT LA PÉRIODE COMPLÈTE 1790-1914
- ❑ ATTRIBUTIONS COMMUNALES PLUS ÉTENDUES QUE MAINTENANT
- ❑ NOUVELLE SOURCE: LA PRESSE ANCIENNE EN LIGNE



LES MEILLEURES DÉCOUVERTES

- ❑ LA SÉRIE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DEPUIS 1790, TRANSCRITES ET PUBLIÉES SÉPARÉMENT
- ❑ UN RICHE ENSEMBLE DE 250 AFFICHES DE LA RÉVOLUTION À L'EMPIRE
- ❑ LE REGISTRE DU CONSEIL DE FABRIQUE DE 1804 À 1907
- ❑ ÉTAT-CIVIL COMPLET SAUF 1792 : PERMET DE PRÉCISER LES BIOGRAPHIES
- ❑ DOSSIER CADASTRAL, BUDGÉTAIRE ET FISCAL : SOURCE D'ÉTUDES PRÉCISES (EXEMPLE : LA SAGA DES COMMUNAUX), ÉVITANT TOUTE GÉNÉRALISATION
- ❑ QUELQUES CORRESPONDANCES PRIVÉES INTÉRESSANTES (ANECDOTES)
- ❑ QUELQUES DOCUMENTS TRÈS ANCIENS: RECONNAISSANCE DES SEIGNEURS, COMPOIS DE 1657, ETC. CONSERVÉS POUR ÉTUDES ULTÉRIEURES



LES THÈMES ÉTUDIÉS 1789-1914

- ÉVOLUTION POLITIQUE
- POUVOIRS MUNICIPAUX
- ASSEMBLÉES PRIMAIRES, NOTABILITÉS
- GARDE NATIONALE
- CONSCRIPTION, RÉQUISITIONS
- CULTE
- AGRICULTURE ET ÉCONOMIE
- ÉCOLE
- LA DORDOGNE: BACS, PONTS, NAVIGATION, PÊCHE
- COMMUNAUX: PARTAGER OU NON?
- VOIERIE: FINANCER, CONSTRUIRE
- FISCALITÉ NATIONALE ET LOCALE
- ETC.

RÉVOLUTIONS

La province est fatiguée de recevoir les révolutions qui lui arrivent par le télégraphe (Conseil général du Lot, 1851)



LA GRANDE RÉVOLUTION (1789-99)

- ❑ CAHIER DE DOLÉANCES ET LA GRANDE PEUR
- ❑ ÉMEUTES DU GOURDONNAIS
- ❑ VOIES DE FAIT RÉPÉTÉES SUR D'ANCIENS BIENS D'ÉGLISE (ÎLE CALYPSO)
DÉGRADATION DE BOIS VENDUS COMME BIENS NAT.; USURPATIONS
- ❑ PERSÉCUTION DU SEIGNEUR DE MAGNAGUES ET DES RELIGIEUX
- ❑ RIVALITÉS ENTRE FAMILLES NOTABLES, SUITE DIFFÉRENTES SENSIBILITÉS POLITIQUES
- ❑ RÉSISTANCE À LA CONSCRIPTION: INCIDENTS PITTORESQUES/DRAMATIQUES
- ❑ MENÉES ANTIRÉVOLUTIONNAIRES EN DÉFENSE DES PRÊTRES, CITOYENNES EN TÊTE



CONSULAT ET EMPIRE

- ❑ STABILISATION DES TENDANCES RÉVOLUTIONNAIRES. ADHÉSION DU PEUPLE À L'EMPIRE.
- ❑ APPLICATION LOCALE DES RÉFORMES ADMINISTRATIVES ET FISCALES DU DIRECTOIRE ET DU CONSULAT (CADASTRE, SYSTÈME MÉTRIQUE). ÉLECTION DES NOTABILITÉS.
- ❑ PAIX RELIGIEUSE SUITE CONCORDAT. RÉTABLISSEMENT DE LA FABRIQUE
- ❑ RÉSISTANCE À LA CONSCRIPTION, MALGRÉ EFFORTS DU MAIRE. GARNISAIRES
- ❑ DÉLINQUANCE. DÉGRADATION DES BOIS COMMUNAUX. USURPATIONS DE CHEMINS. PARTAGE DES COMMUNAUX AU POINT MORT.
- ❑ NOUVELLES POLITIQUES SCOLAIRES ET DE SECOURS AUX PAUVRES.
- ❑ DORDOGNE: DÉBUT DES DIFFICULTÉS DU BAC (ENTREPRISE COMMERCIALE)



LES RÉPLIQUES DE 1830, 1848 ET 1870

❑ 1830: ÉCHO ASSEZ AMORTI DES TROIS GLORIEUSES PARISIENNES

- La Restauration: rétablissement de l'ordre, nombreuses mesures de police
- Réalisations partielles: recensement, chemins vicinaux, progrès social et école
- Biens communaux: partage: non; mise en valeur: oui. Lutte C/ usurpations
- Fièvre séparatrice à Magnagues (1829)
- Accroissement des tensions et de la criminalité (1828-30)

❑ 1848: LE VILLAGE PARTICIPE ACTIVEMENT

- Un conseiller général démo-soc (« rouge ») exilé après le 2 Décembre
- Dissidence Saint-Céré et Figeac
- La spectaculaire sécession de Magnagues au nom des nouveaux principes
- Émeute sur la Palissade (rapportée dans journaux nationaux)

❑ 1870: UN TOURNANT EN DOUCEUR

- Maire bonapartiste élu, en opposition avec le gouvernement, qui préfère nommer un républicain.



MUTATIONS (en 15 vignettes)



Chemin de fer Lyon-St.-Etienne 1827 : voitures 1e classe ("financières") et de 2e ("cadres"). Dom. pub.



Fig. 113. — Machine à carder à bras et à manivelle pour le laines.

« *Le siècle de l'acculturation* » (*Histoire du Quercy, Privat, 1993*)

LE SOUVERAIN

□ CONTINUITÉ DE TYPE MONARCHIQUE SAUF ESSAIS RÉPUBLICAINS

- Monarchie constitutionnelle (1789-1792)
- ère République: Gouvernement révolutionnaire (Terreur); Directoire, Consulat (1793-1804)
- Premier Empire (1804-1815)
- Restauration: Louis XVIII et Charles X (1815-1830): réaction
- Monarchie de Juillet (1830-1848 (plus libérale)

□ INTERMÈDE RÉPUBLICAIN IRRÉALISTE (1848-1851), ARRÊTÉ PAR LE 2 BRUMAIRE

□ SECOND EMPIRE AUTORITAIRE PUIS LIBÉRAL (1852-1870)

□ TROISIÈME RÉPUBLIQUE (1870-1939)

- Les débuts conservateurs
- L'envol de la démocratie (après 1880)



LE SOUS-PRÉFET

- ❑ LA RÉVOLUTION DONNE À LA FRANCE UNE NOUVELLE ORGANISATION TERRITORIALE MAIS LES PRATIQUES ADMINISTRATIVES ÉVOLUENT PEU
- ❑ MAIRIES DES COMMUNES. MAIRIES DE CANTON (1795-1800)
- ❑ L'HÉRITAGE DES INTENDANTS
- ❑ PRÉFECTURES ET SOUS-PRÉFECTURES (1800)
- ❑ CADASTRE ET SYSTÈME MÉTRIQUE
- ❑ RÉFORME FISCALITÉ FONCIÈRE: 1790 ET 1824 (« 4 VIEILLES »)
- ❑ DES PERCEPTEURS AU RABAIS AUX PERCEPTEURS À VIE



M. LE MAIRE

- ❑ MAIRES NOMMÉS ET MAIRES ÉLUS
 - élus en 1790; deviennent « agents municipaux »
- ❑ NIVEAU COMMUNE OU CANTON (DIRECTOIRE)
- ❑ 1800: NOMINATION MÊME EN DEHORS DU CONSEIL MUN.
- ❑ 1830: CHOISI PAR LE PRÉFET PARMIS LES CONSEILLERS
- ❑ 1848: ÉLECTION PAR LE CONSEIL MUNICIPAL
- ❑ 1852: NOMMÉ MÊME HORS CONSEIL
- ❑ 1870-1876: ALTERNANCE ENTRE ÉLECTION ET NOMINATION
- ❑ 1884: VICTOIRE FINALE DE L'ÉLECTION AU SEIN DU CONSEIL;
ÉLIMINATION DES NOTABLES



Costume de maire(Directoire)

LES NOTABLES

- ❑ 1790: ÉLUS AU CORPS MUNICIPAL EN NOMBRE ÉGAL AUX CONSEILLERS; CONSULTÉS SUR GRANDES DÉCISIONS
- ❑ LES PLUS GROS PROPRIÉTAIRES (« LABOUREURS ») QUALIFIÉS AU SUFFRAGE CENSITAIRE;
- ❑ LISTE DES « 30 PLUS IMPOSABLES » ASSOCIÉS AUX DÉCISIONS IMPORTANTES (1818)
- ❑ VIVIER NATUREL POUR LES NOMINATIONS DE MAIRE JUSQU'EN 1870
- ❑ INFLUENCE EN DÉCLIN À PARTIR DE 1836 (FINANCEMENT DES ROUTES) PUIS SUPPR. DE LEUR CONSULTATION EN 1867
- ❑ 1870: LA FIN DES NOTABLES ? HALÉVY/GAMBETTA



HENRI MONNIER. Les gros bonnets du pays. Estampe, 1839
[le juge de paix, le commandant de place, le conservateur des hypothèques].

CONTINUITÉ ET RIVALITÉ DES FAMILLES DE NOTABLES

VALRIVIÈRE

Jean-Joseph 1717-89
dernier doyen

Jean-Pierre 1761-1826
homme de loi, maire
1790-1800 sauf 1792

Pierre Joseph 1763-1839
frère de JP, ép. J. Féral,
prop. château, maire

Antoine Eusèbe 1795-
1838, f. de P.J., maire
1819-25, conseiller
général, exilé 1848

François Célestin 1802-
70, f. de PJ maire 1848

de GENIÈS

Philippe 1736-1804
écuyer, seigneur de
Magnagues

Jean-Baptiste 1730-
1821 secrétaire mairie
1790-1802, maire
1802-1820

Louis 1781-1841, maire
1840-41

DUNOYER DE SEGONZAC

Jean-Jacques Philippe,
1755-93 adjoint 1790,
acheteur de biens nat.,
plus gros contribuable

Joseph Fr. Ph. 1781-1857
 propr. moulin, bac, etc.
 adjoint 1806 et 1813

Charles 1786-1862
économiste, préfet, C.E.

Hippolyte, 1818-92,
construit le pont, maire
1865-70; prés. fabrique

Joseph construit usine
électrique (1900)

TEILHAC

Pierre 1716-1790, avocat
en parlement, syndic
des pauvres 1752-90

Antoine, 1750-1828,
dernier prieur claustral

Pierre Antoine 1745-96
avocat en parlement,
maire 1792 et 1795

J.P. Augustin 1780-1845,
adj. maire 1808-13

J.P. 1801-66 maire 1825-
40, juge de paix 1839-63

Pierre Vergne gendre
Teilhac maire 1843-65

POLICE MUNICIPALE ET GENDARMERIE

- ❑ ATTRIBUTION PRINCIPALE DU MAIRE, QUI PEUT LA DÉLÉGUER EN TOUT OU PARTIE A L'ADJOINT. PUIS ROLE SPÉCIFIQUE DE L'ADJOINT EST ABOLI.
- ❑ CONFLITS PITTORESQUES ENTRE LE MAIRE ET L'ADJOINT SUR POLICE DES FOURS, RÉPRESSION DES VOIES DE FAIT SUR BIENS NATIONAUX, LUTTE CONTRE LE BRACONNAGE ET LE PORT D'ARMES ILLÉGAL
- ❑ GENDARMERIE: CRÉÉE EN 1790 POUR REMPLACER LA MARÉCHAUSSEE, ET DÉDIÉE À LA SURETÉ SURTOUT À LA CAMPAGNE. PARTICIPE ACTIVEMENT À LA TRAQUE DES RÉFRACTAIRES ET DÉSERTEURS
- ❑ INSTITUTION PEU CONTESTÉE PAR LA SUITE, MÊME SI ELLE EST CRAINTE



LE JUGE DE PAIX

- ❑ INSTITUTION CANTONALE CRÉÉE EN 1790 POUR REMPLACER LES JUSTICES SEIGNEURIALES. ABOLIE SEULEMENT EN 1958
- ❑ JUSTICE DE PROXIMITÉ PROCHE, RAPIDE ET GRATUITE CONNAISSANT LES LITIGES DE LA VIE QUOTIDIENNE, CHERCHANT LA CONCILIATION, AVANT SAISINE JUSTICE ORDINAIRE. PRÉSENCE OBLIGATOIRE DE DEUX ASSESSEURS
- ❑ COMPÉTENCE PÉNALE (CONTRAVENTIONS) ET CIVILE DÉLIMITÉE AVEC PRÉCISION
- ❑ MAGISTRATS ÉLUS PUIS NOMMÉS (1830)
- ❑ SUCCÈS DE L'INSTITUTION JUSQU'À LA TECHNIFICATION DES LITIGES ET LA SPÉCIALISATION DU DROIT
- ❑ EXEMPLE DE J.P. TEILHAC



LA GARDE NATIONALE



- ❑ ALTERNANCE ENTRE MILICE BOURGEOISE (LAFAYETTE) ET FORCE DÉMOCRATIQUE, PARFOIS AFFRONTLEMENT INTERNE
- ❑ « FILLE DE LA RÉVOLUTION », RÉORGANISÉE PAR LOUIS XVIII; SUPPRIMÉE PAR CHARLES X, RÉTABLIE PAR LOUIS-PHILIPPE. DIMINUÉE PAR NAPOLÉON III; DISSOUTE PAR LA IIIE RÉP. 1871.
- ❑ ÉLECTION DES OFFICIERS ET SOUS-OFF.
- ❑ COMMANDÉE PAR LES NOTABLES, COMPAGNIES, BATAILLONS, LÉGIONS
- ❑ AUXILIAIRE DES TROUPES RÉGULIÈRES (NAPOLÉON)
- ❑ 1814: DÉFENSE DE CAHORS, QUI N'EST PAS « PLACE DE GUERRE » PAR DES COHORTES BOURGEOISES

Roger Dupuy
La Garde nationale
1789-1872



foliohistoire
INÉDIT

LE GARDE CHAMPÊTRE



- INSTITUTION REMONTANT À L'ANCIEN RÉGIME
- FONCTIONS PRÉCISÉES PAR LE DIRECTOIRE, PRÉFÉRENCE POUR VÉTÉRANS
- RÉTICENCE DES COMMUNES À NOMMER UN GARDE
- OBLIGATION DE NOMMER ET RÉMUNÉRER (1816) CAR « SENTINELLE AVANCÉE DE LA PROPRIÉTÉ »
- ASSERMENTÉ ET CONFIRMÉ PAR LE JUGE DE PAIX
- ARMÉ OU NON? (SABRE ET NON FUSIL)
- CRIEUR PUBLIC



Insigne du garde champêtre Antoine Rauffet (1825-1885) conservé par M. Paul Sirany, son petit-fils, et Mme A.-M. P.

LE PEUPLE ET LE PARTAGE DES COMMUNAUX

- ❑ POUR LES HABITANTS DES CAMPAGNES LOTOISES, LE SUJET LE PLUS IMPORTANT DU SIÈCLE, PRESQUE ENTIÈREMENT CONDITIONNÉ PAR LA LÉGISLATION NATIONALE. LITTÉRATURE ABONDANTE
- ❑ REVENDICATIONS CONSTANTES ALLANT JUSQU'À L'ÉMEUTE
- ❑ 1793: PARTAGE PAR FEUX DÉCIDÉ À LA SIMPLE MAJORITÉ, SUIVI DE QUELQUES VENTES, RÉSISTANCE DES NOTABLES
- ❑ L'ADMINISTRATION DÉCIDE. TAXE SUR BÊTES À LAINE
- ❑ 1830: 1^{ER} PARTAGE DES CAUSSES CONTRE RENTE ANNUELLE SUITE ÉMEUTE ET LONGUE PROCÉDURE. RÉSULTATS ÉCO. INSIGNIFIANTS
- ❑ 1860: 2^{ÈME} PARTAGE (MAGNAGUES)



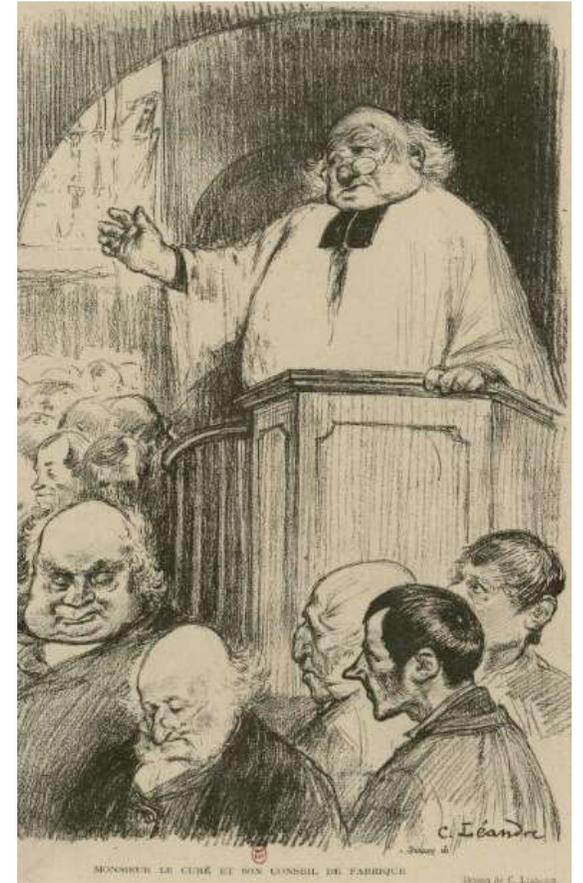
DESSERVANTS ET SUCCURSALISTES

- ❑ EXPROPRIATION DES BIENS DU CLERGÉ; INTERDICTION DES ORDRES
- ❑ CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ (1790)
- ❑ PERSÉCUTION/EXIL DES PRÊTRES INSERMENTÉS
- ❑ CONCORDAT DE 1801: PAIX RELIGIEUSE
- ❑ LUNE DE MIEL PENDANT LA RESTAURATION PUIS INCIDENTS ANTICLÉRICAUX
- ❑ 35 ANS DE PERSÉCUTION JUSQU'À LA SÉPARATION (1905)



FABRICIENS ET MARGUILLIERS

- ❑ LE CONSEIL DE FABRIQUE, INSTITUTION MULTISÉCULAIRE, RÉINSTITUÉE PAR LE CONCORDAT, GÈRE LE TEMPOREL DE L'ÉGLISE
- ❑ COMPOSÉ DE LAÏCS COOPTÉS APRÈS UNE PREMIÈRE NOMINATION PAR LE PRÉFET ET L'ÉVÊQUE
- ❑ CONCURRENCE DU BUREAU DE BIENFAISANCE
- ❑ AUTOFINANCEMENT PAR LOCATION DES BANCS ET DES CHAPELLES, SONNERIES ET DES PRODUITS DU CIMETIÈRE
- ❑ CRISES RÉGULIÈRES AVEC LES MAIRIES. GROS PROBLÈMES APRÈS 1880
- ❑ PUBLICATION SÉPARÉE « L'ÉGLISE DE CARENNAC »



INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES

- ❑ 1790: DES RÉFORMES AMBITIEUSES MAIS INAPPLIQUÉES
- ❑ EMPIRE: PRIORITÉ AU SECONDAIRE; RESTAURATION IMPOSE ÉCOLE PRIMAIRE À GRATUITÉ LIMITÉE, MAIS LE RETARD PERSISTE
- ❑ 1833: LOI GUIZOT: RÉTICENCES MAIS APPLICATION
- ❑ 1850: LOI FALLOUX (LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT)
- ❑ 1867: LOI DURUY (ÉCOLE DE FILLES OBLIG.). REVALORISATION DES TRAITEMENTS (1875) ET SUBVENTIONS
- ❑ 1882: LOIS J. FERRY (GRATUITÉ, OBLIG.) ET LAÏCISATION: « GUERRE SCOLAIRE » ENTRE ÉCOLE PUBLIQUE ET CONGRÉGATIONNISTE; CAISSE DES ÉCOLES
- ❑ « HUSSARDS NOIRS » POUR LA RÉPUBLIQUE ET LE FRANÇAIS



N. T. CHARLET. L'ÉCOLE, COMMENCEMENT DES MISÈRES DE LA VIE.
LITHOGRAPHIE. 1835

CANTONNIERS ET PIQUEURS

- ❑ LA CONSTRUCTION ET L'ENTRETIEN DES ROUTES, UN EXPLOIT HISTORIQUE FRANÇAIS
- ❑ JOURNÉES DE PRESTATIONS EN NATURE
- ❑ ATELIERS DE CHARITÉ JUSQU'EN 1855 CONDUITS PAR PIQUEURS
- ❑ CADRE JURIDIQUE ET BUDGÉTAIRE (1824 ET 1836); CENTIMES ADDITIONNELS
- ❑ FIN DES « FERMES DES BARRIÈRES » (PÉAGES)
- ❑ DÉCLINÉ AU NIVEAU LOCAL PAR UN EMPLOYÉ MUNICIPAL

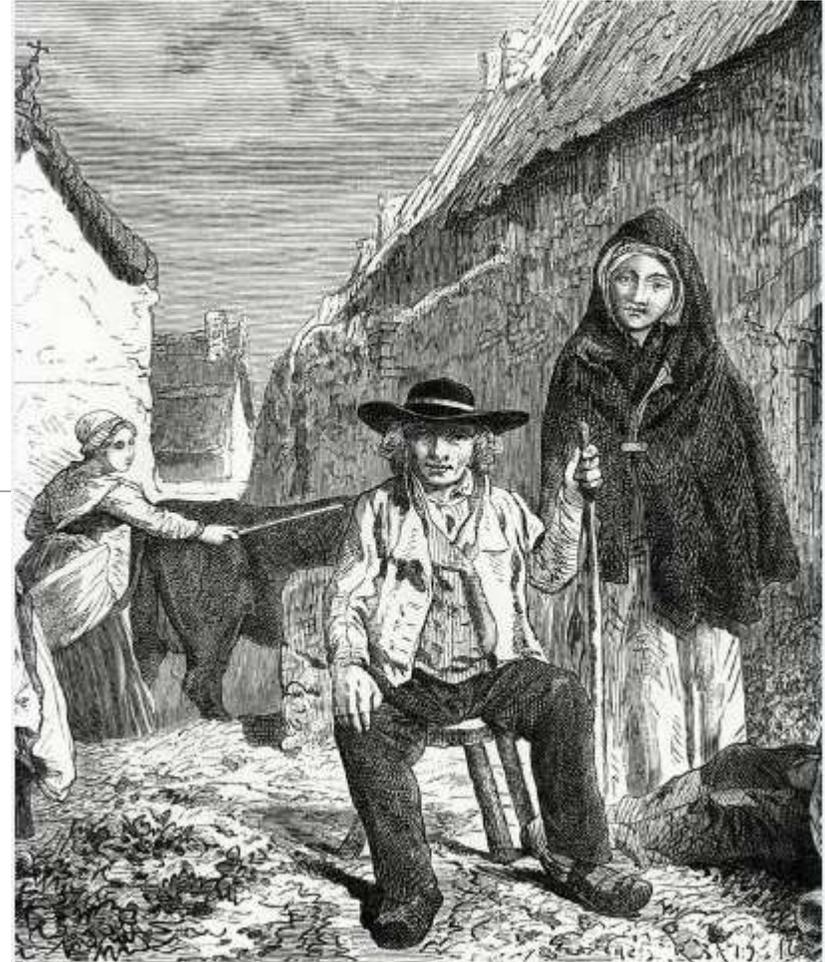


MEUNIERS ET GABARRIERS

- ❑ TROIS MOULINS TRÈS ANCIENS SUR LA DORDOGNE, SEULES « USINES » DE VILLAGE AVEC LES TUILERIES
- ❑ CONFLITS SUR L'USAGE DE L'EAU: NAVIGATION, CULTURE, MOULINS. ADMINISTRATION PRIVILÉGE NAVIGATION
- ❑ INTERDICTION DES BATEAUX PRIVÉS (RESTAURATION) CAR MONOPOLES DU PASSAGE POUR BACS. DÉROGATIONS
- ❑ INVESTISSEMENTS PRIVÉS IMPORTANTS
- ❑ INONDATIONS CATASTROPHIQUES (DORDOGNE)
- ❑ DISPARITION PROGRESSIVE DES MOULINS À EAU ET DES GABARRES
- ❑ 1884: MOULINS ASSUMENT DOMMAGES AUX CULTURES



CONCLUSIONS



MUTATIONS DE LA SOCIÉTÉ VILLAGEOISE

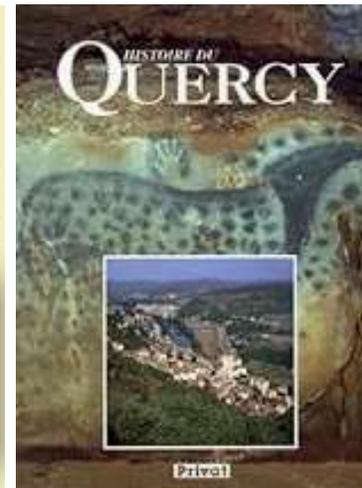
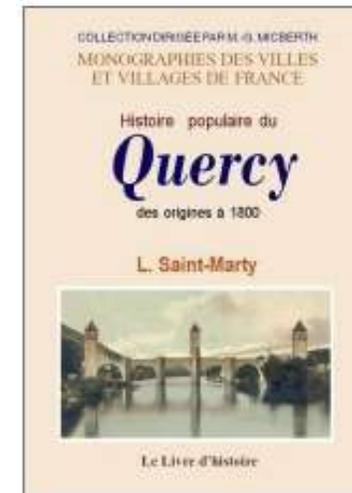
- ❑ PERMANENCE DES FAMILLES NOTABLES JUSQU'EN 1870 PUIS VIRAGE RÉPUBLICAIN. GAMBETTA, CAVAIGNAC
- ❑ POLITIQUE LOCALE MODÉRÉE, MAIS RÉPERCUSSIONS DES PÉRIPÉTIES NATIONALES
- ❑ VIOLENCE POPULAIRE ENDÉMIQUE (PLOUX) PROGRESSIVEMENT ÉRADIQUÉE
- ❑ ATTACHEMENT À LA RELIGION CATHOLIQUE MALGRÉ INCIDENTS ANTICLÉRICAUX DÈS 1830
- ❑ POPULATION STABLE (300K) JUSQU'EN 1866 PUIS LENT DÉCLIN JUSQU'À 150K (1975)
- ❑ MODERNISATION ET EXTENSION CONTINUE DE L'ADMINISTRATION: NOUVEAUX SERVICES
- ❑ « LA FIN DES TERROIRS » (E. WEBER); L' « ACCULTURATION » (LARTIGAUT)



Buste de Marianne (non daté). Coiffée de lauriers et non d'un bonnet phrygien, comme recommandé par Gambetta.

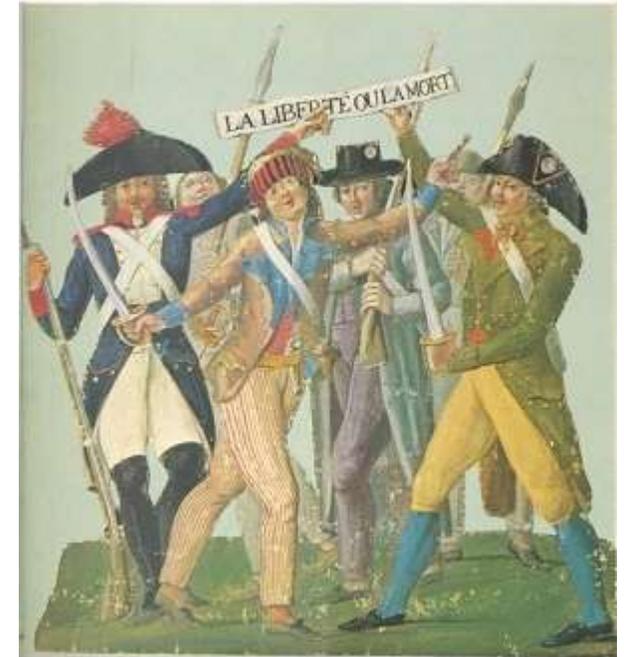
POUR ALLER PLUS LOIN

- ❑ BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES DU LOT
- ❑ L. SAINT-MARTY, HISTOIRE POPULAIRE DU QUERCY
- ❑ JEAN LARTIGAUT (ÉD.), HISTOIRE DU QUERCY, PRIVAT, 1993



TRAVAUX EN COURS

- ❑ HISTOIRE DU QUERCY (TERRITOIRE ET GOUVERNANCE)
- ❑ HISTOIRE POLITIQUE DU LOT PENDANT LA RÉVOLUTION
- ❑ ARTICLES
 - Littérature quercinoise
 - Le partage des communaux dans le Lot
- ❑ TABLE RONDE H. & G.



Note: Du contenu des diapos on ne peut inférer ce qui sera ou a été dit en conférence

AUTRES PUBLICATIONS DE C.H. MONTIN

